



24.4257

Motion UREK-S.**Zielgerichtete Regulierung des Wolfs
mit weniger Bürokratie****Motion CEATE-E.****Régulation ciblée des populations
de loups avec moins de bureaucratie**

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.12.24

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.05.25

Antrag der Mehrheit

Ablehnung der Motion

Antrag der Minderheit

(Rüegger, Dettling, Egger Mike, Giezendanner, Graber, Guggisberg, Kolly, Roduit, Rüegsegger)

Annahme der Motion

Proposition de la majorité

Rejeter la motion

Proposition de la minorité

(Rüegger, Dettling, Egger Mike, Giezendanner, Graber, Guggisberg, Kolly, Roduit, Rüegsegger)

Adopter la motion

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Sie haben einen schriftlichen Bericht der Kommission erhalten.

de Montmollin Simone (RL, GE), pour la commission: La régulation du loup est devenue une nécessité pour de nombreux éleveurs confrontés à une recrudescence des attaques sur leurs troupeaux. Face aux dommages économiques et au stress quotidien engendré, ils réclament légitimement des mesures de protection efficaces. La majorité de la commission, que je représente aujourd'hui, partage ce constat. Le 24 février dernier, notre commission a examiné cette motion, déposée le 11 octobre par la commission soeur et adoptée par le Conseil des Etats le 3 décembre 2024, par 32 voix contre 11 et 1 abstention. Notre commission a pourtant renoncé à l'adopter, par 15 voix contre 9 et 1 abstention, mais a décidé de privilégier le dépôt d'un postulat. Les raisons en sont les suivantes.

Cette motion porte sur deux points essentiels. Premièrement, il s'agit de soutenir les efforts en vue d'une rétrogradation du loup de l'annexe 2, qui concerne les espèces strictement protégées, à l'annexe 3, qui concerne les espèces protégées, de la Convention de Berne. Deuxièmement, il s'agit d'examiner la nécessité d'opérer une régulation différenciée du loup selon les régions, en agissant, comme pour d'autres espèces, selon le principe des quotas de chasse et de manière non bureaucratique. Enfin, il est également demandé d'examiner la possibilité de définir dans les cantons des zones "zéro loup".

S'agissant du premier point, le jour même de l'adoption de la motion par le Conseil des Etats, donc le 3 décembre 2024, le comité permanent de la Convention de Berne a adopté une proposition de l'Union européenne visant précisément à modifier le statut de protection du loup dans le sens demandé. Cet objectif est donc atteint. La deuxième invite demande une régulation différenciée selon les régions et la simplification des procédures pour les tirs de loup. Notre commission a longuement débattu de ces points, en abordant également l'opportunité de recourir à des tirs défensifs, tels que pratiqués en France, par exemple.

La majorité de la commission est consciente et convaincue qu'il est nécessaire de poursuivre sans relâche les efforts pour atteindre un meilleur équilibre des populations de loups en Suisse et une cohabitation pacifiée





entre le loup et la

AB 2025 N 642 / BO 2025 N 642

population, en particulier celle des montagnes ou en charge des troupeaux. Elle constate toutefois que la révision partielle de la loi sur la chasse acceptée le 16 décembre 2022 va dans la bonne direction. Les différentes possibilités de gestion du loup, qui sont désormais disponibles, poursuivent les buts de flexibilité et de simplification des procédures demandées. Pour rappel, ces dispositions sont basées sur trois principes. D'abord, la prévention, avec une régulation proactive des meutes de loups du 1er septembre au 31 janvier – il est désormais possible de prélever des meutes entières dans certaines régions. Ensuite, la réaction, à savoir la régulation réactive des loups appartenant à une même meute lorsque cette dernière cause des dommages à des animaux de rente pendant l'estivage, du 1er juin au 31 août. Enfin, des tirs isolés de certains loups appartenant à une meute et causant des dommages. Les cantons peuvent désormais en tout temps ordonner des mesures, la preuve du matériel génétique n'étant plus une condition préalable. En complément, des soutiens aux détenteurs d'animaux de rente ont été étendus. Les contributions à la protection des troupeaux et aux charges d'exploitation ont été augmentées pour l'estivage 2024, et 7 millions de francs sont prévus pour 2025. Ce dispositif combine régulation du loup et protection des troupeaux. La commission attend de ce dispositif une collaboration efficace, sans bureaucratie excessive, entre les cantons et la Confédération pour diminuer durablement les risques et le nombre d'attaques d'animaux de rente, sans quoi d'autres mesures devront être prises, comme des tirs préventifs. A cet égard, la commission a examiné une proposition de motion visant l'autorisation de tels tirs défensifs, mais a estimé qu'une telle autorisation nécessitait un examen approfondi des risques sécuritaires et une évaluation de la pertinence pour atteindre les objectifs de régulation souhaités en Suisse. C'est la raison pour laquelle elle a demandé au Conseil fédéral dans un postulat d'évaluer la loi sur la chasse et d'examiner de manière approfondie les possibilités d'introduire des tirs défensifs. Ce sont les raisons pour lesquelles, à ce stade, la majorité de la commission privilégie ce postulat, en lieu et place de cette motion, et attend du Conseil fédéral qu'il fasse une analyse documentée de la mise en oeuvre de cette loi avant de procéder à la définition de mesures supplémentaires.

Une minorité de la commission ne souhaite pas attendre. Elle propose d'adopter cette motion, car elle souhaite que le Conseil fédéral prenne d'ores et déjà des mesures supplémentaires et clarifie notamment la question de la délimitation de zones "zéro loup". C'est une proposition séduisante sur le papier, mais, selon la majorité, très difficile à mettre en oeuvre.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Chère collègue, j'ai une question sur les zones "zéro loup" – "wolfsfreie Zonen": il y a exactement une année, dans cette salle, nous avons, à une très très large majorité, accepté la motion Regazzi, qui chargeait justement le Conseil fédéral de réfléchir à un changement de paradigme, avec ces zones "zéro loup". C'est également ce qui a été repris par la motion du Conseil des Etats, dont vous recommandez aujourd'hui le rejet. Ma question est la suivante: est-ce qu'en une année, il n'y a plus de problème avec les loups?

de Montmollin Simone (RL, GE), pour la commission: Cher collègue Roduit, j'ai dit en préambule qu'il était nécessaire de maintenir les efforts pour trouver une meilleure cohabitation. Cette question de la régulation occupe tous les esprits. On sait aussi aujourd'hui à quel point il est difficile d'obtenir un résultat escompté dans un temps très limité. La loi dont je viens de donner les détails est véritablement entrée en force par son ordonnance le 1er février de cette année. On voit déjà, dans les rapports du canton du Valais et du canton des Grisons, qu'en 2024 on a procédé au prélèvement de 100 loups, ce qui amène à conclure, en tout cas provisoirement, que cette nouvelle loi apporte déjà des résultats. La majorité de la commission a estimé qu'il s'agissait aujourd'hui de vérifier si ces mesures étaient suffisantes avant d'en prendre des nouvelles, étant entendu qu'une zone "zéro loup", puisqu'il s'agit d'une espèce sauvage qui n'est pas contrôlable dans ses déplacements, serait particulièrement difficile à mettre en oeuvre.

Addor Jean-Luc (V, VS): La majorité de la commission pense qu'il faut se donner le temps de faire une analyse documentée. Cependant, depuis le temps que l'on parle de cette problématique du loup, le temps est-il encore aux analyses documentées ou le temps n'est-il pas venu de passer à l'action? Parce que, pour enchaîner sur la question de mon collègue Roduit, il faut quand même se rendre compte que, pour établir une zone "zéro loup", il y a des solutions. Ces solutions, les gens qui sont sur le terrain, notamment les éleveurs, les connaissent. Si la Confédération continue à ignorer ce problème, les gens, pour sauver leur peau, tout simplement, pour sauver leur gagne-pain, ils feront le boulot eux-mêmes. Est-ce vraiment ce que l'on veut?



de Montmollin Simone (RL, GE), pour la commission: Merci pour cette question, cher collègue. Vous aurez vu que, à la suite de la révision de la loi sur la chasse, son article 12 alinéa 2 permet aux cantons de prendre des mesures "en tout temps". C'est sur ce postulat que repose la décision de la commission, à savoir que les cantons concernés, de manière différenciée, peuvent en tout temps prendre des mesures pour tirer des loups qui posent des difficultés. On espère que la mise en oeuvre de la loi révisée aura un effet. Les cantons vont en effet devoir prendre des mesures appropriées. C'est ce qui aurait certainement dû être fait ces dernières semaines, dans le canton de Vaud en particulier.

Nicolet Jacques (V, VD): Chère collègue de Montmollin, je vous cite un exemple concret que nous vivons dans ma région depuis quinze jours: trois attaques de loups sur le même troupeau en l'espace d'une dizaine de jours, et dix à quinze brebis égorgées, alors que des mesures de protection étaient assurées pour le troupeau. Dans ce cas, le canton se réfugie derrière l'ordonnance fédérale, estimant que cette dernière lui permet d'évoquer qu'il s'agit d'une meute de loups, alors qu'il n'y avait que deux loups pendant l'attaque. Pensez-vous réellement que l'ordonnance fédérale, telle qu'elle est rédigée actuellement, est suffisante?

de Montmollin Simone (RL, GE), pour la commission: Monsieur le conseiller national Nicolet, je vous remercie pour cette question. En tant que rapporteuse, je ne veux pas me prononcer à titre personnel sur l'interprétation de cette ordonnance. Ce que je constate, c'est qu'elle permet aux cantons de prendre des mesures appropriées et ciblées. Les raisons qui ont conduit le canton de Vaud à ne pas interpréter cela de cette manière sont à évoquer avec le canton concerné.

Je le répète: cette régulation nous occupera encore un certain temps. Je ne peux que partager avec vous ce constat dramatique. Je suis aussi très sensible au fait que cette cohabitation doit pouvoir se faire dans les meilleures conditions. Aujourd'hui, notre Parlement a voté majoritairement une modification de cette loi. Il nous appartient de donner une chance à ce dispositif avant d'estimer s'il faut prendre des mesures supplémentaires et, si oui, quelles mesures supplémentaires seront à même d'atteindre l'objectif. Aujourd'hui, nous n'avons pas encore la réponse.

Bäumle Martin (GL, ZH), für die Kommission: Die UREK des Ständerates will mit dieser Motion den Bundesrat beauftragen, die aktuell diskutierte Rückstufung des Wolfes von "streng geschützt" auf "geschützt" im Rahmen der Berner Konvention aktiv zu unterstützen. Er soll gleichzeitig die notwendigen rechtlichen Anpassungen vornehmen, damit die Schweiz über eine regional differenzierte Bestandsregelung mit weniger Bürokratie verfügt, sodass der Wolf im Rahmen bestimmter Abschussquoten bejagt werden kann. In diesem Zusammenhang sei auch die Frage zu prüfen, inwieweit die Kantone wolfsfreie Zonen ausscheiden können. Der Ständerat hat der Motion entgegen dem Antrag des Bundesrates mit 32 zu 11 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt.

AB 2025 N 643 / BO 2025 N 643

Zu den Erwägungen Ihrer Kommission: Seit dem 1. Februar 2025 sind die Änderungen des Jagdgesetzes vom Dezember 2022 mit den dazugehörigen Verordnungen in Kraft. Damit verfügt die Schweiz über ein Wolfsmanagement, das eine Reihe von Möglichkeiten zur Entnahme von Wölfen bietet. Die Teilrevision ermöglicht die proaktive Bestandesregulierung von Wolfsrudeln ab dem 1. September bis zum 31. Januar mit vorgängiger Zustimmung des BAFU und bevor Schäden eintreten. Dabei ist es möglich, in einzelnen Regionen ganze Rudel zu entnehmen. Zudem können nach dem Auftreten von Schäden an Nutztieren und mit Zustimmung des BAFU Wölfe eines Rudels während der Alpsommer, d. h. vom 1. Juni bis zum 31. August, reaktiv reguliert werden. Schliesslich können Kantone jederzeit Massnahmen gegen einzelne "schadstiftende" Wölfe anordnen. Für die Bewilligung von Abschussgesuchen ist der Nachweis von genetischem Material keine Voraussetzung mehr.

In Ergänzung zum Wolfsmanagement wurde die Unterstützung für Nutztierhalterinnen und Nutztierhalter erweitert. Sowohl die Beiträge an den Herdenschutz wie auch jene für den damit verbundenen betrieblichen Aufwand wurden zum Alpsommer 2024 hin erhöht. Mit dem effizienten Wolfsmanagement in Kombination mit einem effektiven Herdenschutz nimmt die Anzahl Risse von Nutztieren in der Schweiz ab. Zudem hat sich der Wolfsbestand nach einem exponentiellen Wachstum nun stabilisiert und dürfte sogar zurückgehen, wobei ein Minimalbestand respektiert wird.

Die Kommission nahm mit Zufriedenheit zur Kenntnis, dass die neu geschaffenen Möglichkeiten für das Wolfsmanagement offenbar wirkungsvoll zur Bestandesregulierung eingesetzt werden können. Unterdessen ist auch die Kritik an den Anpassungen des Bundesrates weitgehend verstummt, und die Massnahmen können wie vorgesehen ohne Rekurse umgesetzt werden. Die Mehrheit der Kommission ist daher der Auffassung, vorab müssten die Auswirkungen der soeben erst in Kraft getretenen neuen Rechtsgrundlage abgewartet werden, um über allfälligen Handlungsbedarf zu entscheiden. Sie lehnt es daher zum heutigen Zeitpunkt ab, die



Anliegen der Motion weiterzuverfolgen. Eine Minderheit beantragt, der Motion zuzustimmen.

Ihre Kommission hat in einer Auslegeordnung zusätzlich noch die Option des Verteidigungsabschlusses, den es zum Beispiel in Frankreich gibt, diskutiert. Die Kommission beantragt deshalb mit dem Kommissionspostulat 25.3027, welches heute leider noch nicht traktandiert ist, die Wirkung der Änderung des Jagdgesetzes zu prüfen. In einer Auslegeordnung sollen die Erfahrungen mit dem neuen Jagdgesetz evaluiert werden. Es sei zu prüfen, ob weitere Anpassungen oder Präzisierungen im Jagdgesetz nötig seien. Insbesondere soll geprüft werden, wie der bürokratische Aufwand weiter reduziert werden kann. Dabei soll zusätzlich die Möglichkeit von Verteidigungsabschlüssen gegen Wölfe genauer betrachtet und insbesondere die Konsequenzen einer solchen Änderung bezüglich Kompetenzen, Kosten, Wirkungen und des möglichen Vollzugs analysiert werden. Zudem soll aufgezeigt werden, wie ein solcher Verteidigungsabschluss gegen Wölfe als Ergänzung zum geltenden Recht aussehen könnte. Der Bundesrat wird im Postulatsbericht seine Schlussfolgerungen dazu darlegen und den notwendigen Handlungsbedarf aufzeigen. Die Mehrheit der Kommission vertritt die Meinung, dass auf dieser Grundlage anschliessend eine erneute Beurteilung vorgenommen und dann über das weitere Vorgehen beschlossen werden kann.

Die Kommission hat das Postulat, wie ich es gerade erläutert habe, einstimmig angenommen, und der Bundesrat unterstützt dieses Vorgehen ebenfalls. Mit Blick auf dieses Postulat empfiehlt Ihnen die Kommission mit 15 zu 9 Stimmen bei 1 Enthaltung, die Motion abzulehnen.

Rüegger Monika (V, OW): Die aktuelle Situation hinsichtlich der Wölfe in der Schweiz ist nicht nur besorgniserregend, sondern für viele Betroffene auch schlichtweg unhaltbar. In den letzten zwölf Jahren haben sich die Wölfe auf weit über 400 an der Zahl vermehrt, was insbesondere in alpinen und voralpinen Regionen schwerwiegende Folgen hat. Das Argument, wonach die Vermehrung der Wölfe auch dazu geführt haben soll, dass die Zahl der gerissenen Tiere zurückgegangen sei, ist einfach eine Farce. Spätestens jetzt sollten die Alarmglocken läuten. Sollen die Wölfe etwa den Appetit auf Schafe, Ziegen, Rinder und Pferde verloren haben? Nein. Vielmehr haben wegen der zu vielen Wölfe viele Älpler schlichtweg aufgegeben. Für die Älpler wurde es zu gefährlich, ihre Herden auf die Alpen zu bringen, sie mussten die Alpen frühzeitig verlassen. Die Alpen werden wegen der Wölfe zur Gefahrenzone für ihre Nutztiere, für das Alppersonal und die Bergbauernfamilien. Eines möchte ich hier klarstellen: Mit seinen Nutztieren auf die Alp zu gehen, ist nicht einfach ein romantisches Hobby, sondern sieben Tage die Woche strenge Arbeit für wenig Lohn. Werden die Alpen zukünftig nicht mehr bestossen, heisst das einerseits, dass die Bergbauern ihre Existenz verlieren, und andererseits, dass die Gefahr von Naturkatastrophen wie Lawinenabgängen oder Murgängen zunimmt, während die Biodiversität abnimmt, weil die Alpen verganden und verbuschen.

Das Parlament hat im Dezember 2022 entschieden, das revidierte Jagdgesetz umzusetzen. Seit Februar 2025 ist die Verordnung in Kraft. Es ist nun möglich, Wolfsrudel proaktiv zu regulieren, wenn sie Schäden anrichten oder Menschen gefährden. Aber was bedeutet das konkret? Das heisst, dass die Bauern zuerst beim Kanton ein Gesuch stellen müssen. Sie sind dann darauf angewiesen, dass der Kanton beim Bund ein Gesuch stellt. Der Bund muss die Gesuche prüfen und bewilligen, womit wertvolle Tage und Wochen ins Land ziehen, bis die Jäger die Wölfe schiessen bzw. überhaupt erst nach ihnen suchen dürfen.

Dieses Gesetz ist bereits wieder überholt. Im letzten März hat die Berner Konvention nämlich entschieden, dass der Wolf europaweit von "streng geschützt" auf "geschützt" heruntergestuft wird. Demnach kann der Wolf nun europaweit einfacher bejagt werden – einfacher, schneller und unbürokratischer.

Nun komme ich zur Motion des Ständerates. Der Ständerat will gar nichts anderes, sondern ebenfalls eine rasche, unbürokratische und proaktive Regulierung des Wolfsbestandes. Das schliesst überhaupt nicht aus, dass die Wirkung der beschlossenen Jagdgesetzrevision evaluiert werden soll. Die Motion schliesst nämlich nahtlos an das Jagdgesetz an und inkludiert die neuesten Entwicklungen in Europa. Sie wissen ganz genau, wie solche Prozesse laufen: Bis eine Motion, wie sie hier nun vorliegt, den politischen Prozess durchlaufen hat und in ein konkretes Gesetz überführt werden kann, dauert es immer eine gewisse Zeit.

Diese Motion möchte aber auch die Frage klären, inwiefern die Kantone wolfsfreie Zonen ausscheiden könnten. Hier ziehe ich einen Vergleich zu Norwegen, das die Berner Konvention ebenfalls einhält. Norwegen ist zehnmal grösser als die Schweiz, hat aber viermal weniger Wölfe. Die Schweiz zählt nämlich über 400 Wölfe in fast 40 Rudeln, während Norwegen eine Obergrenze von sechs Rudeln oder maximal 100 Wölfen festgelegt hat. Dort wird das auch durchgezogen: Die Wölfe befinden sich im Südosten des Landes, im restlichen Teil des Landes gibt es wolfsfreie Zonen. Die Gebiete der Rentierzucht sind wolfsfrei. In der Motion geht es aber nicht um wolfsfreie Zonen, sondern nur um die Prüfung von wolfsfreien Zonen.

Darum bitte ich Sie, diese Motion anzunehmen – für weniger Bürokratie, mehr Pragmatismus und einen besseren Schutz für die betroffene Bevölkerung.



Jauslin Matthias Samuel (GL, AG): Frau Kollegin, Sie haben jetzt beschrieben, was es alles braucht, bis ein Wolf geschossen werden kann – es geht vom Bauern zum Kanton, zu den Jägern usw. Sind Sie denn der Ansicht, dass sogar der Bauer einen Wolf schiessen darf?

Rüegger Monika (V, OW): Wir haben das auch in der Kommission sehr intensiv besprochen. Ich muss schon sagen: Wenn ein Wolf ein Kind einer Bauernfamilie direkt angreift, dann soll sich der Bauer auch wehren können. Aber er hat die Flinte nun einmal nicht immer dabei. Ich schätze einmal,

AB 2025 N 644 / BO 2025 N 644

dass das Leben eines Kindes höher zu gewichten ist als das eines Wolfes.

Es geht aber vielmehr um eine einfache Umsetzung der Regulierung, damit die Kantone entscheiden können und die Jäger die Prüfungen machen, einfacher vor Ort sein und Wölfe schiessen können. Es geht hier darum, und es geht auch darum, dass die Kantone schneller reagieren können.

Ich kann unserem Bundesrat ein Kränzchen winden: Er ist sehr pragmatisch unterwegs und probiert, die Kantone zu unterstützen, doch das Problem ist, dass die Kantone zuerst ein Gesuch stellen und die Landwirte dabei unterstützen müssen. Das ist heute das Hauptproblem. Darum brauchen wir schnellere und kürzere Abläufe und eine pragmatische Umsetzung, und das geht nicht mit dem Gesetz, das wir jetzt haben.

Rösti Albert, Bundesrat: Ich bin froh um die letzten Bemerkungen von Frau Nationalrätin Rüegger. Am Anfang tönte es fast so, als hätten wir gar nichts getan. Ich glaube, die Umsetzung des Jagdgesetzes und der Verordnung obliegt den Kantonen. Ich denke, gerade die meistbetroffenen Kantone – Graubünden, Wallis, Bern und St. Gallen – tun das auch.

Ganz wichtig ist, und ich möchte Sie daran erinnern: Die Instrumente bestehen. Ich wiederhole sie nochmals proaktiv: Wenn ein Wolf eine Gefahr für Mensch und Tier darstellt, kann unmittelbar ein Gesuch gestellt werden. Es kann rasch reagiert werden, und es können eben, wie Sie wissen, einzelne Rudel, die eine Gefahr darstellen, reduziert werden. Da sind schon die Kantone gefordert; es ist nicht immer ganz einfach, rasch zu reagieren. Wir haben die Zahl der durch Einzelwölfe geschädigten Nutztiere bei Ziegen und Schafen auf sechs und bei Grosstieren auf eins heruntergestuft. Wir haben also ein Instrument, mit dem reguliert werden kann – aber eben nur so weit, dass die Art erhalten wird. Das ist unsere Gesetzgebung, und der Bundesrat ist der Auffassung, dass man das jetzt zwei, drei Jahre laufen lassen sollte.

Die Kantone, die Jägerschaft, die Wildhüterinnen und Wildhüter haben immerhin einen Drittel der Wölfe entnommen. Klar, jetzt haben sie auch wieder Junge, sie haben sehr viele Junge. Das heisst, dass der Bestand etwas stabilisiert wurde. An all jene, die Angst hatten, man würde diese Art gefährden: Der Bestand hat sich etwas stabilisiert, ist aber immer noch wachsend; das dürfen Sie nicht vergessen. Daher habe ich Verständnis für die betroffenen Bauernfamilien, welche die Frage stellen, ob das dann reiche. Die Kommission hat jetzt richtigerweise ein Postulat eingereicht und gesagt: Wir verfolgen das jetzt, wir überprüfen, ob es noch zusätzliche Massnahmen braucht und, wenn ja, was es braucht. Hier gehe ich auch mit Frau Nationalrätin Rüegger einig, die sagte: Jawohl, man muss Massnahmen prüfen. Ich will Ihnen versichern, das Problem ist zu lösen, und sollte es mit den aktuellen Massnahmen nicht gelöst werden, müssen wir erneut über die Bücher; das wollen wir mit diesem Postulat machen. Aber es ist richtig, dass wir jetzt die bestehenden Massnahmen umsetzen.

Ich darf, glaube ich, immerhin sagen, dass wir in dieser hoch aufgeladenen Diskussion einen gewissen Kompromiss erzielt haben. Auf der einen Seite haben die Schutzorganisationen ihre Beschwerden und Einsprachen gegen Bewilligungen der Kantone zurückgezogen und anerkennen damit die Funktionsweise der neuen Verordnung. Auf der anderen Seite hat eine gewisse Stabilisierung stattgefunden. Aber ich versichere Ihnen, wir werden das Postulat prüfen, und wir werden es gut umsetzen.

Deshalb beantragt Ihnen der Bundesrat, diese Motion abzulehnen.

Jauslin Matthias Samuel (GL, AG): Herr Bundesrat, besten Dank für Ihre Ausführungen und auch für die aktiven Massnahmen, die Sie treffen. Was aber auffällt, ist, dass einige Wortdefinitionen nicht so klar sind. Können Sie mir sagen, wie die Verwaltung, wie Ihr Departement zwischen "Regulierung" und "Bejagen" unterscheidet? Denn in der Motion ist von "Bejagen" die Rede.

Rösti Albert, Bundesrat: Die Terminologie ist klar. Der Wolf ist eine geschützte Tierart und daher nicht jagdbar. Aber er muss, wie andere geschützte Tierarten auch, reguliert werden, weil er sonst überhandnimmt und die Schäden zu stark zunehmen.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Monsieur le conseiller fédéral, dans le postulat de commission que vous avez



cité, la mesure relative aux zones "zéro loup" – "wolfsfreie Zonen" – ne figure pas. Pourtant, c'est ce qui est au coeur de la motion sur laquelle nous devons voter dans quelques instants. Seriez- vous prêt, dans le cadre d'une évaluation des mesures qui ont été faites, à également intégrer ces "wolfsfreie Zonen" dans la réflexion?

Rösti Albert, Bundesrat: Danke, Herr Nationalrat Roduit, für Ihre Frage. Ja, absolut: Wir werden im Rahmen des Postulates 25.3027 innerhalb der nächsten zwei Jahre eine Auslegeordnung zur Frage vornehmen, ob die jetzigen Massnahmen, wie sie in Gesetz und Verordnung stehen, genügend Wirkung zeigen – einerseits zum Schutz des Wolfs, andererseits zur Reduktion der Schäden. Wenn wir hier zu einem Ja kommen, gibt es keinen Handlungsbedarf; wenn wir zu einem Nein kommen, wird es eine Auslegeordnung der nötigen Massnahmen brauchen. Die Einrichtung von wolfsfreien Zonen ist dann eine Massnahme, die geprüft werden müsste.

Nicolet Jacques (V, VD): Monsieur le conseiller fédéral Rösti, je vous ai écouté avec attention. Dans vos propos, vous avez bien évoqué le fait que la législation en vigueur – ordonnance et loi sur la chasse – est suffisante et aurait permis au canton de Vaud, dans le cas que vous connaissez et que j'ai évoqué précédemment, de prendre des mesures immédiates sur cette triple attaque portée sur le même troupeau en l'espace de dix jours. N'est-ce pas?

Rösti Albert, Bundesrat: In diesem konkreten Fall, da gebe ich Ihnen recht, konnte der Kanton Waadt das nicht tun, weil offenbar nicht klar war, welcher Wolf es war, und ganze Rudel können nur von September bis Januar reduziert werden. Man hätte klar bestimmen müssen, welcher Wolf für die Schäden verantwortlich war, dann hätte man ein Einzeltier schießen können; das kann man nicht tun, wenn es nicht klar ist. Wir können das sonst auch einmal bilateral anschauen. Aber klar ist: Wenn die Schäden zunehmen, kann der Kanton Waadt im September ein Gesuch stellen, um Rudel zu reduzieren, die Schaden stiften.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Mehrheit der Kommission und der Bundesrat beantragen die Ablehnung der Motion. Eine Minderheit Rüegger beantragt die Annahme der Motion.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.4257/30572)

Für Annahme der Motion ... 93 Stimmen

Dagegen ... 98 Stimmen

(3 Enthaltungen)

AB 2025 N 645 / BO 2025 N 645